

# ITE D'ACTION dans l'inaction

rait peut-être pas été suivi totalement par les cheminots, les fédérations C.F.T.C. et F.O. capitulèrent en y entraînant la C.G.T. Notons qu'au Congrès de la C.F.T.C., Levard affirma que cette organisation n'aurait pas signé la déclaration d'annulation de la grève si Hernio (C.G.T.) ne l'avait pas fait. Cela réduit considérablement le beau rôle que Hernio s'est octroyé au nom de sa fédération, lors de son intervention au 32<sup>e</sup> Congrès confédéral.

Pendant ce temps, les travailleurs des autres corporations étaient tenus à l'écart. A la veille d'un combat qui s'annonçait sérieux, quelques heures avant le démarrage de la grève, les cheminots eux-mêmes ignoraient encore si le mot d'ordre serait maintenu, tant les hésitations des dirigeants veules et plus que timides étaient apparentes. Avouons que comme préparation à une extension à la R.T.P. comme les syndicats de ce secteur l'avaient proclamé, cela n'avait rien d'exaltant pour tous les travailleurs.

\*\*\*

C'est en partie dans ces raisons que le marasme actuel du mouvement revendicatif trouve sa substance.

Nul ne sait exactement ce qu'avec une autre politique et une autre préparation, ce combat eût pu entraîner. Si l'on tient compte qu'il y aura inévitablement d'autres épreuves de force et que les travailleurs risquent de les affronter dans des conditions peut-être plus désavantageuses encore, on peut conclure que bien souvent la question du moral de la classe ouvrière est déterminante, plus encore peut-être que le profit de quelques « miettes ». C'est un élément que nous aurons l'occasion de vérifier dans un proche avenir. Quoi qu'il en soit, c'est dans la lutte que la classe ouvrière fera son expérience et élèvera le niveau de sa conscience politique. Etant donné le caractère timoré des directions ouvrières, ceci ne se fera qu'après de dures luttes, et il est à craindre aussi, quelques défaites.

L'avertissement a été trop sérieux pour Debré; il n'a pas renoncé, loin de là, à élargir la brèche qu'il vient de provoquer dans le mur du mouvement ouvrier.

C'est en partie ce dernier aspect que l'on eût aimé voir traiter à l'occasion des derniers Congrès confédéraux C.G.T.-C.F.T.C. et même F.O., et ceci, d'une façon centrale.

Alors même qu'ils étaient contraints de capituler à la S.N.C.F., ils se sont refusés à voir que la menace n'a seulement été qu'écartée, elle a même grandi.

Au Congrès C.G.T., Frachon est venu au secours d'Hernio. Tous deux se sont contentés de rejeter sur F.O. et C.F.T.C. les responsabilités. C'est d'ailleurs le côté instructif de cette affaire des cheminots. Partout, la C.G.T. a diffusé à ses militants une lettre de la Fédération des Cheminots C.G.T., justifiant la politique d'unité d'inaction... suivie. Ce souci de fournir des explications à ses militants des autres secteurs pour expliquer qu'il n'y a aucun reproche à adresser au Bureau Confédéral témoigne combien le recul à la S.N.C.F. a été très mal accueilli par la base, déçue de cette nouvelle capitulation.

C'est aussi une leçon à tirer pour les militants: l'alignement sur les réformistes dans l'inaction la plus totale. La question est d'ailleurs posée en fait, si elle n'a pas été abordée lors des Congrès confédéraux.

Allons-nous aux combats prochains dans l'unité la plus totale?

Frachon énumère complaisamment les accords réalisés à l'échelle des unions départementales (81 dont 38 avec F.O.) des Fédérations (18 dont 11 F.O. et 5 C.G.C.!!!) etc..., les plus nombreux depuis la scission paraît-il...

Quelle est la valeur qualitative de ces accords? Impliquent-ils une quelconque volonté de combat? Absolument pas. Partout, la C.G.T. n'a fait que s'aligner, abandonnant souvent ses propres revendications, et, on vient de le voir, à l'occasion de la S.N.C.F., toute velléité combative sous prétexte de conserver l'Unité.

Face à la dureté des combats à venir, il est infiniment improbable que C.F.T.C. ou F.O. se tiennent quelque jour et jusqu'au bout aux côtés de la C.G.T. C'est le contraire qui est probable, c'est-à-dire: des reculs, des discussions séparées, des manœuvres, des trahisons pures et simples. C'est en cela qui réside principalement la responsabilité des dirigeants de la C.G.T.: leur incapacité à expliquer à leurs propres troupes vers quelles luttes nous allons, avec qui, et jusqu'où. Si les militants de la C.G.T. ne sont pas formés sur cette base dès aujourd'hui, et qu'au langage de combat on substitue celui de la pâtée douce-reuse et lénifiante réservée aux sommets de F.O. et de la C.F.T.C., on risque de provoquer de graves mécomptes, avec des risques de démoralisation et de découragement chez une bonne partie des militants.

Le Congrès de la C.G.T. s'est tenu exactement comme s'il était incapable de se mettre à la place des patrons pour prévoir en conséquence sur quelle partie du front ouvrier ces derniers vont exercer leur pression. Sans aucune imagination, sans essai d'analyse sérieuse de la situation économique très prochaine, sans débat sur la question du programme (sur quoi se battre? dans les prochaines luttes), les dirigeants de la C.G.T., escamotant la guerre d'Algérie (pour eux obstacle à l'unité d'action avec F.O. et C.F.T.C.) ont transformé leurs assises en discussions oiseuses, ennuyeuses, inutiles et académiques. Même sur la question des transformations de la situation de la classe ouvrière extrêmement importante, on en resta, chez Frachon, à des généralités par ailleurs très justes sur la réalité du régime capitaliste.

Pour terminer, signalons que les militants du M.S.U.D. présents à ces assises ont été bien discrets sur la question de la grève des cheminots, y compris les minoritaires genre Lebrun. Aux yeux de beaucoup de militants ouvriers, plus aptes à comprendre une politique davantage liée à leurs préoccupations quotidiennes, ils ont contribué dans ces débats académiques, en restant muets sur la grève des cheminots, à discréditer le droit de tendances qu'ils étaient censés vouloir défendre. Ils ont contribué à montrer que ce n'est pas une politique de combat qu'ils ont à préconiser face aux autres tendances du mouvement ouvrier, mais qu'ils se livrent à une opération anticommuniste. Pour les militants ouvriers qui sont encore sous l'emprise des stalinien, la défense juste du droit de tendance ne pourra rencontrer un écho que si ceux qui le défendent le font pour préconiser une politique de combat, et non l'alignement avec toutes les directions, avec Frachon comme avec Bothereau, dans l'inaction et le recul constants.

H. DUPARC.